

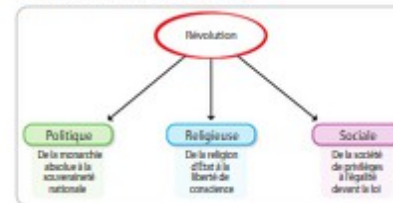
Comment la souveraineté nationale s'est-elle affirmée en France de 1789 à 1792 ? Vous pourrez réfléchir aux évolutions du régime politique français, à la question de la citoyenneté, ainsi qu'aux temps forts marquant l'affirmation de cette souveraineté.

Notions

Une nouvelle conception de la nation (1789-1815)

La Révolution française ouvre une période de profondes transformations politiques. En opérant un transfert de **souveraineté** du roi sacré à la **nation**, elle marque l'entrée dans la modernité politique. Sur le plan social, elle met fin aux privilèges de l'Ancien Régime et proclame les **droits de l'homme** et du citoyen. La conception française de la nation se diffuse en Europe à l'occasion des guerres révolutionnaires. L'arrivée au pouvoir de Bonaparte en 1799 assure la stabilisation politique mais au prix d'un retour au **césarisme** et d'une domination des nations européennes qui prend fin en 1815.

La Révolution, une rupture majeure



Les nations sont entre elles, dans l'ordre politique, ce que sont entre eux les individus dans l'ordre social. Elles ont comme eux des droits respectifs : [...] l'indépendance, la sûreté au-dehors, l'unité au-dedans, qu'un peuple ne saurait perdre qu'arrachés par la force [...]. »

Lazare Carnot, 14 février 1793.

La souveraineté

Définition : droit d'exercer l'autorité politique sur un territoire et ses habitants.

Contexte : sous l'Ancien Régime, la souveraineté est entièrement détenue par le roi. En 1789, l'autorité est transférée à la nation. La souveraineté nationale est au fondement de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. L'un des enjeux de la Révolution est le mode d'application de ce principe.



La nation, la loi et le roi.
Assiette en faïence, 1791. Cité de la céramique, Sèvres.

Point de passage et d'ouverture, p. 24
Le procès et la mort de Louis XVI

Étude, p. 29

Les sans-culottes, acteurs de la Révolution

La nation

Définition : communauté humaine qui a conscience de son unité (historique, linguistique, culturelle).

Contexte : dès la proclamation de l'Assemblée nationale le 17 juin 1789, le mot désigne la totalité des citoyens à qui est transférée l'autorité politique. Désormais, en France, celle-ci est indissociable de la notion de citoyenneté.



Les représentants de la nation prêtent serment. Jacques-Louis David. Le Serment du Jeu de paume à Versailles le 20 juin 1789, 1791. Dessin à la plume, Châteaux de Versailles et de Trianon, Versailles.

Étude, p. 30

La République en guerre contre l'Europe

Les droits de l'homme

Définition : droits universels reconnus à chaque être humain.

Contexte : le 26 août 1789, les députés de l'Assemblée nationale présentent la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Elle définit à la fois les bases d'une nouvelle organisation politique et sociale en France mais aussi un projet qui se veut universel.



La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, Niquet le Jeune, 1789. Eau-forte colorée, 25 x 33 cm. Bnf, Paris.

Point de passage et d'ouverture, p. 22
Madame Roland, une femme en révolution

Point de passage et d'ouverture, p. 34
Le Code civil (1804)

Étude, p. 31

L'Église et la Révolution

Le césarisme

Définition : régime politique autoritaire inspiré de l'Antiquité romaine où le général Jules César partageait le pouvoir avec le Sénat de Rome.

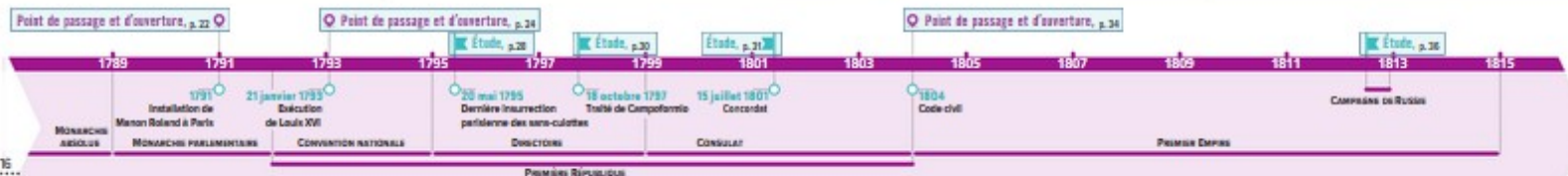
Contexte : en instaurant un pouvoir personnel et autoritaire tout en maintenant les apparences de la démocratie, Napoléon installe un régime qui remet en cause le principe de la souveraineté nationale proclamé en 1789.



L'aigle impérial, référence au modèle romain.
Voyage à l'île d'Elbe, dessin, vers 1814.

Étude, p. 36

Napoléon et la campagne de Russie (1812)



Comment la souveraineté nationale s'est-elle affirmée en France de 1789 à 1792 ? Vous pourrez réfléchir aux évolutions du régime politique français, à la question de la citoyenneté, ainsi qu'aux temps forts marquant l'affirmation de cette souveraineté.

Cours

PLAN

- I La nation affirme sa souveraineté (juin 1789-janvier 1793) p. 20
- II La République dans la tourmente (1793-1799) p. 26
- III Napoléon Bonaparte, de la République à l'Empire (1799-1815) p. 32



► Louis XVI porte la cocarde tricolore.
Caricature, 17 juillet 1789.

Vocabulaire

Club : association rassemblant des adhérents partageant des positions communes sur les grands débats politiques.

Convention : assemblée élue au suffrage universel en 1792. Elle abolit la monarchie et fonde la Première République.

Émigration : départ des aristocrates français hostiles à la Révolution. De l'étranger, ils tentent d'allumer des foyers de contre-révolution.

Girondins : républicains modérés au pouvoir de septembre 1792 à juin 1793. Issus de la bourgeoisie, ils veulent mettre rapidement fin à l'instabilité révolutionnaire.

Monarchie constitutionnelle : régime dans lequel le pouvoir du roi est limité par une constitution.

Suffrage censitaire : système qui réserve le droit de vote aux citoyens payant un impôt minimum (cens).

Suffrage universel masculin : en 1792, le droit de vote est élargi à tous les hommes de plus de 21 ans.

I La nation affirme sa souveraineté (juin 1789-janvier 1793)

■ Pourquoi l'année 1789 initie-t-elle une rupture politique majeure ?

A. La fin de l'absolutisme

► **Le pouvoir à la nation.** Le 5 mai 1789, la première séance des états généraux s'ouvre à Versailles. Ils ont été convoqués par Louis XVI pour sortir la monarchie de l'impasse financière. Le discours d'ouverture prononcé par Necker freine les espoirs nés de la rédaction des cahiers de doléances. Le roi refuse que les trois ordres siègent ensemble et rejette le vote par tête. Face au blocage, les députés du tiers état se proclament Assemblée nationale le 17 juin. Le 20 juin, dans la salle du Jeu de paume, ils prêtent serment de donner une Constitution au royaume. Le 9 juillet, les députés réunis se proclament Assemblée nationale constituante. La révolution politique met fin à l'absolutisme en transférant le pouvoir législatif du roi à l'Assemblée.

► **L'irruption du peuple dans la Révolution.** À Paris, la tension monte face à la crise économique et aux rumeurs de rassemblement de troupes. Le 14 juillet, des centaines de Parisiens des faubourgs, en quête d'armes, se dirigent vers la Bastille qui est prise d'assaut. En province, les gardes nationales remplacent les pouvoirs municipaux. Dans les campagnes, la Grande Peur se diffuse dans plusieurs régions : les paysans brûlent les châteaux pour détruire les registres des droits seigneuriaux. Les députés répondent par le vote du décret abolissant les privilèges (4 août).

► **L'apprentissage de la politique.** Une opinion publique se forme grâce à la multiplication des journaux et des clubs. Celui des Jacobins rassemble de nombreux députés et s'appuie sur un réseau de clubs affiliés en province. Celui des Cordeliers, plus populaire, est très actif lors des journées révolutionnaires. Des fermes engagées, comme Marston Roland, revendiquent le statut de citoyen.

📍 Point de passage et d'ouverture, p. 22

B. Les débuts d'une France nouvelle

► **Des principes nouveaux.** Le 26 août, la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen proclame la souveraineté de la nation, la séparation des pouvoirs et la primauté de la loi. Les citoyens, égaux devant la loi et l'impôt, disposent des libertés d'opinion, d'expression et de conscience religieuse.

► **La réorganisation de la société.** Les anciennes divisions territoriales sont remplacées par 83 départements en 1790. Les élections sont généralisées à l'essentiel des fonctions administratives et judiciaires. Après la nationalisation des biens de l'Église en novembre 1789, la constitution civile du clergé du 12 juillet 1790 impose aux clercs, salariés par l'État, de prêter serment de fidélité à la nation.

► **Une nouvelle symbolique nationale.** Elle se structure autour d'une devise (Liberté, Égalité, Fraternité), des allégories (Liberté, Marianne), des fêtes et des chants (Le Marseillaise, Le Carmagnole). Les républicains instaurent un nouveau calendrier qui démarre rétrospectivement en l'an I de la République (22 septembre 1792).

► **Un compromis politique.** Deux ans sont nécessaires à la rédaction de la Constitution (septembre 1791). Le roi dispose du pouvoir exécutif et d'un droit de veto suspensif sur les décisions de l'Assemblée nationale, détentrice du pouvoir législatif. Cette dernière est élue pour deux ans au **suffrage censitaire**.

C. L'échec de la monarchie constitutionnelle

► **Le divorce entre le roi et la nation.** Arrêtée à Varennes le 21 juin 1791 après une tentative de fuite pour rejoindre l'émigration, la famille royale est ramenée sous escorte à Paris. Le 17 juillet, au Champ-de-Mars, la répression d'une manifestation réclamant la déchéance du roi fait une cinquantaine de morts. Cette fusillade signe le divorce entre les démocrates révolutionnaires et la majorité de l'Assemblée.

► **Le «patrie en danger».** Louis XVI, qui espère qu'une intervention militaire de l'Autriche pourra le rétablir dans son pouvoir, favorise l'arrivée au gouvernement de ministres **girondins** favorables à la guerre révolutionnaire. Le 20 avril 1792, la France déclare la guerre à l'Autriche. Mais les défaites s'accumulent. Le proclamation de la «patrie en danger» le 11 juillet entraîne l'afflux dans la capitale de nombreux volontaires et maintient une atmosphère de tension.

► **L'instauration de la République.** Dans un contexte de fortes tensions, le palais royal des Tuileries est envahi par le peuple parisien. L'Assemblée, sous la pression populaire, suspend le roi le 10 août et décide l'élection d'une **Convention au suffrage universel**. Les élections de septembre ont lieu dans une atmosphère trouble (rumeurs d'invasion, massacres dans les prisons parisiennes). Le 21 septembre, au lendemain de la victoire de Valmy sur l'armée prussienne qui éloigne un temps la menace extérieure, la Convention abolit le royaume. Le 25 septembre, la République est déclarée «une et indivisible». Le sort du roi divise alors les conventionnels. Après un procès de deux semaines, la mort est votée à une courte majorité. Louis XVI est guillotiné le 21 janvier 1793. Le transfert de souveraineté du roi à la nation initié en 1789 est dorénavant sans retour.

📍 Point de passage et d'ouverture, p. 24

📻 Cours en podcast
📄 QCM interactif
www.janvini.fr/hist1-03



► La Constitution de 1791

14 juillet 1789

La prise de la Bastille, symbole de l'absolutisme au cœur de Paris, marque l'irruption du peuple dans la Révolution. La journée est immédiatement perçue comme un tournant majeur par les contemporains.

Un an plus tard, le 14 juillet 1790, la fête de la Fédération en commémore le souvenir.

En 1890, la III^e République fait du 14-juillet la fête nationale française.

Claude Cholat, Prise de la Bastille, 1789. Aquarelle. Musée Carnavalet, Paris.

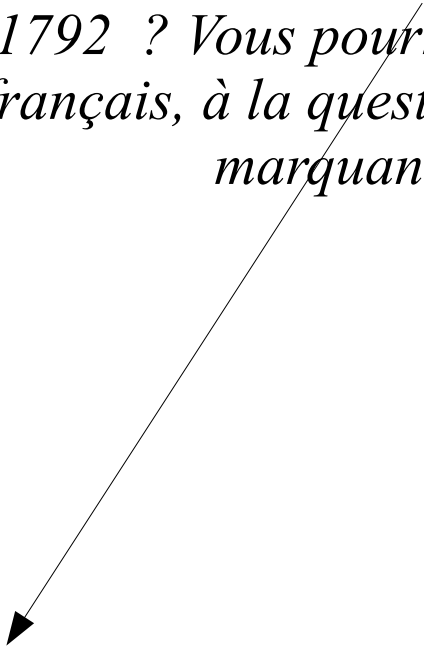


Comment la souveraineté nationale s'est-elle affirmée en France de 1789 à 1792 ? Vous pourrez réfléchir aux évolutions du régime politique français, à la question de la citoyenneté, ainsi qu'aux temps forts marquant l'affirmation de cette souveraineté.

La souveraineté est le droit de commander en dernier ressort dans la société [...] la fin de la souveraineté est la félicité des peuples.

On demande quelle est la source [...] de la souveraineté [...] ? Il est certain que l'autorité souveraine, [...] résulte immédiatement des conventions mêmes qui forment la société civile, et qui donnent naissance au gouvernement. Comme la souveraineté réside originairement dans le peuple, et dans chaque particulier par rapport à soi-même, il résulte que c'est le transport et la réunion des droits de tous les particuliers dans la personne du souverain, qui le constitue tel, et qui produit véritablement la souveraineté [...]

Article SOUVERAINETE, Encyclopédie, 1751



Le peuple a le pouvoir
C'est de lui que vient le pouvoir

Comment la souveraineté nationale s'est-elle affirmée en France de 1789 à 1792 ? Vous pourrez réfléchir aux évolutions du régime politique français, à la question de la citoyenneté, ainsi qu'aux temps forts marquant l'affirmation de cette souveraineté.

La nation a le pouvoir...
Le peuple a le pouvoir
C'est de lui que vient le pouvoir...

Le roi d'Ancien Régime
est de droit divin...

La Révolution officialise la
souveraineté nationale

On vous donne le plan..

1 – évolutions du régime

2 – la citoyenneté

3 – temps forts de l'affirmation de la souveraineté

La Nation est ce au nom de quoi on se révolte :

ASSEMBLEE NATIONALE
SERMENT DU JEU DE PAUME
Juin 1789

PRISE DE LA BASTILLE
14 juillet 1789

ABOLITION DES PRIVILEGES
DECLARATION DES DROITS
Aout 1789

MISE A DISPOSITION DE LA NATION
DES BIENS DU CLERGE => CCC
Mai 1790

GARDES NATIONALES
FETE DE LA FEDERATION
Juillet 1790

I – évolutions du régime politique français

- révolution été 1789 => fin de la monarchie absolue – fin du droit divin
- construction de la constitution de la monarchie constitutionnelle 1791 : affirmation des droits
- le roi semble ne pas s'attacher au nouveau régime, Varenne, guerre, contacts avec les Autrichiens... 1792 prise des Tuileries

II – la question de la citoyenneté

- citoyens : le terme est employé dès le début de la Révolution
- la DDHC proclame la souveraineté du peuple
- vie du citoyen : participation aux élections, journaux, engagement militaire

III – les temps forts de l'affirmation de la souveraineté populaire

- prise de la Bastille 14 juillet 1789
- fête de la fédération 14 juillet 1790
- bataille de Valmy septembre 1792

Quelle est la fin du devoir ????

Cette affirmation ne fait que commencer en 1789. Elle vient des idées des Lumières et devient une évidence avec les événements révolutionnaires. L'attitude du roi et les attentes des Révolutionnaires font évoluer les événements vers une rupture entre ces deux acteurs. L'affirmation de la souveraineté nationale se poursuit avec le régime républicain, proclamé au lendemain de Valmy, victoire des soldats de la Nation. Mais elle se poursuit également durant tout le XIXe siècle.

Par exemple...

Comment introduire ???

De 1789 à 1814, la France a connu un bouleversement politique. En effet, la monarchie absolue a cédé à la monarchie constitutionnelle qui a cédé à la République de l'An I qui a cédé au Consulat et enfin l'empire. Pour répondre à notre sujet, nous nous appuierons seulement sur un régime qui bouleverse la France : la monarchie constitutionnelle. De 1789 à 1792, la souveraineté qui résidait jusqu'ici dans le roi s'affirme petit à petit dans le peuple grâce à de nombreux temps forts. C'est pourquoi nous nous sommes demandé comment la souveraineté nationale s'est affirmée en France de 1789 à 1792. On verra alors dans un premier temps l'évolution du régime politique français de 1789 à 1792. Dans un second temps, les temps forts marquant l'affirmation de cette souveraineté.

Exemple M

La Révolution française est un élément fondateur de notre société. Ces dix ans d'histoire (1789-1799) sont marqués par la fin de l'absolutisme et par la lutte du peuple pour ses libertés. Cette Révolution lui permet en effet d'obtenir droits et libertés qui fondent notre système politique actuel. Les Français réclament la souveraineté nationale : ils attendent que le pouvoir revienne au peuple. De quelle manière cette souveraineté populaire s'est-elle affirmée au cours de la première phase de la Révolution entre 1789 et 1792 ? Dans un premier temps il s'agira d'étudier les évolutions du régime politique français. Cela permettra d'analyser la question de la citoyenneté à cette époque. Enfin faudra évoquer les temps forts marquant l'affirmation de la souveraineté nationale.

Exemple A, légèrement modifié

La Révolution est dans l'histoire de France le moment où le peuple français semble avoir pris le pouvoir. De fait, les choses sont plus complexes. La Révolution qui se déclenche le 14 juillet avec la prise de la Bastille couvait depuis longtemps. Revendications politiques, économiques et sociales poussent au changement. La critique politique majeure résidait dans le pouvoir absolu du roi. En lui résidait la souveraineté : le roi exerçait un pouvoir au nom de Dieu. Avec la Révolution cette souveraineté revient au peuple et à ses représentants, comme le réclamaient les philosophes. L'instabilité des régimes politiques pendant la période révolutionnaire et après correspond à cette adaptation politique nouvelle : la souveraineté réside dans la nation. Cette idée s'affirme dans les régimes politiques qui se succèdent, donnant aux Français une place dans la vie politique qui se met en place au fur et à mesure.

Exemple dgab

En bleu la PB, en rouge le plan